



**Assemblée  
parlementaire**

Section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles

## **Rapport d'activités**



*Rapport semestriel : Janvier à juin 2023*

## La section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles

La section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles de l'APF assure l'exclusivité de la représentation parlementaire francophone belge. Elle représente donc l'ensemble des parlementaires francophones de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement de la Communauté française, du Parlement de Wallonie et du Parlement de la région de Bruxelles-Capitale. Suite aux élections législatives fédérales et régionales du 26 mai 2019, l'assemblée générale s'est réunie le 18 septembre 2019 pour élire son Bureau pour la législature 2019-2024.

Le **Bureau de section** est composé de 13 membres effectifs dont les mandats et les postes à responsabilité APF internationale sont répartis comme suit :



Président de section : Matthieu Daele (Ecolo)



1ère vice-présidente : Alice Bernard (PTB)



2ème vice-présidente : Latifa Gahouchi (PS)



3ème vice-président : Benoît Piedboeuf (MR)



**Vice-président international : Jean-Paul Wahl (MR)**



**Chargé de mission Europe : Jean-Charles Luperto (PS)**



**Vice-président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) : René Collin (CdH)**



**1ere Vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires (RFP) : Françoise Schepmans (MR)**



**Rapporteur de la Commission politique (CP) : Philippe Courard (PS)**



Rapporteuse de la Commission des affaires parlementaires (CAP) : Nadia El Yousfi (PS)



Rapporteuse du Réseau des jeunes parlementaires (RJP) : Pierre-Yves LUX (Ecolo)



Membre de la Commission de coopération et de développement (CDD) : Gaëtan Van Goidsenhoven (MR)



Coordonnateur du Réseau de lutte contre le VIHsida, la tuberculose et le paludisme : Malik Ben Achour (PS)

Les suppléants désignés sont MM. John Beugnies (PTB), Olivier Bierin (ECOLO), Mmes Caroline Cassart-Mailleux (MR), Fatima Ahallouch (PS) et Michel de Lamotte (Les Engagés).

Pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2023, le Bureau de section s'est réuni sous la présidence de M. Daele, en date du 10 janvier, 28 mars, 23 mai et 20 juin.

## 1. Participation de la section aux activités internationales de l'APF (ordre chronologique)

**M. Jean-Paul WAHL** vice-président international a participé au Bureau international des 30 et 31 janvier 2023 réuni à l'invitation de la section polynésienne, à Papeete (Polynésie française). Lors de la présentation de son rapport, il a souligné les modifications survenues dans la composition du Bureau suite à des élections législatives par exemple au Sénégal et au Québec. Des modifications sont également intervenues dans la composition même de l'APF, les parlements monténégrin et kosovar ayant obtenu le statut de sections associées. Notons par ailleurs, les dossiers introduits par le parlement de Géorgie et la Rada ukrainienne, l'un souhaitant obtenir le statut de section associée et l'autre présentant sa candidature comme observateur de l'APF.



Le programme de coopération 2023 adopté par ce Bureau a été sollicité par 22 sections. Une trentaine des 80 demandes introduites ont été prises en compte, parmi lesquelles le séminaire organisé conjointement en septembre 2023 par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Chambre des députés luxembourgeoise. Par ailleurs, le Bureau a souhaité renforcer l'action de l'APF en faveur de la jeunesse en mettant en place un tout premier parlement francophone régional des jeunes dans l'Ouest africain en 2023.

Quant au programme de coopération Multidev, visant à répondre aux besoins exprimés par le parlement malgache, les sections Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, française et gabonaise y ont répondu favorablement.

Le cadre stratégique 2019-2022 étant arrivé à échéance, le secrétaire général parlementaire a présenté la méthodologie suivie pour l'élaboration du prochain cadre stratégique dont la périodicité de 5 ans - 2023-2027 - est calquée sur celle de l'OIF. Le projet final devant être présenté au Bureau de Tbilissi en juillet 2023, le Bureau de Papeete en a fixé les orientations: utilisation et rayonnement de la langue française/promotion de la démocratie, de l'état de droit, des droits des personnes et de la paix/ Francophonie de l'avenir.

La première initiative du Corpus législatif sur le thème les changements climatiques a été mise en ligne.

Pour rappel, le Corpus législatif reprend un ensemble de ressources documentaires mises à la disposition des parlements francophones pour les aider dans leur production législative. Ce corpus se compose actuellement de 42 fichiers référençant l'ensemble des lois, des politiques et des outils climatiques pertinents pour les pays francophones. Notre section a participé à l'enrichissement de cette banque de données avec la collaboration des parlements la composant.

Le rapport du Trésorier ainsi que le projet de budget 2023 furent présentés au Bureau. Notons à cet égard que la dotation OIF est identique à 2022, à savoir 620.000€

Le Bureau s'est également penché sur le résultat du groupe de travail chargé de réformer les statuts. Ci-dessous soulignons quelques amendements adoptés par la commission politique :

- « Dans les états fédéraux, quand il existe une seule section composée de députés membres du parlement fédéral, des parlements régionaux, des provinces, des cantons ou des communautés, toute demande de création d'une autre section émanant d'un de ces parlements est déclarée irrecevable, sauf l'accord explicite de la section préexistante ».
- Nouvelles dénominations : le Secrétaire général parlementaire devient le Délégué général ; les chargés de mission des délégués régionaux.

- Ordre de préséance : Dorénavant le Délégué général suit directement le Président de l'APF et le remplace en cas d'absence. Le 1<sup>er</sup> vice-président se trouve en 3<sup>ème</sup> position.

A Papeete, le Bureau a également échangé avec l'Administrateur de l'OIF, M. Geoffroy Monpetit avant d'examiner les situations politiques dans l'espace francophone. Après l'étude du rapport de la mission de bons offices parlementaires qui s'est tenue au Cambodge, il a décidé de lever la mise sous alerte de la section cambodgienne.

Le Bureau a également adopté une déclaration sur la situation politique à Haïti et a pris acte de la suspension de facto de la section haïtienne, le parlement haïtien n'étant pas rétabli.

Après la présentation des rapports des présidents des commissions, des réseaux et des chargés de mission régionaux, le Bureau a pris acte de l'attribution du prix Geoffrey Dieudonné 2022 à M. Essabe, haut fonctionnaire à l'assemblée nationale gabonaise, a approuvé la liste des candidatures de l'ordre de la Pléiade et adopté le nouveau code de la Pléiade.

Au niveau du calendrier institutionnel, le Bureau a rappelé que la 48<sup>e</sup> session a lieu en juillet 2023 à Tbilissi (Géorgie), et a validé la candidature de Bruxelles comme lieu de réunion du Bureau d'hiver 2024.

**Coût total de la mission : 8.764,63€** dont :

- Transport : 6.460,57€
- Hébergement et frais sur place : 1.152,03€

**Les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2023**, Mme **Françoise SCHEPMANS** a participé à Rabat (Maroc) à la réunion intersessionnelle du Réseau des femmes parlementaires dont elle est la 1<sup>ère</sup> vice-présidente.

Au cours de cette réunion, Mme Schepmans a présenté un projet de résolution sur la promotion du choix des filières d'éducation pour les filles.

Cette résolution, adoptée à l'unanimité des membres du Réseau, clôture ainsi le rapport de la 1<sup>ère</sup> vice-présidente sur le même sujet et sera présenté lors de l'Assemblée plénière de l'APF de juillet 2023.

La députée a également présenté les modalités de fonctionnement du Comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette présentation avait pour but d'alimenter la réflexion de la section marocaine qui souhaite mettre en place, en son sein, un outil parlementaire pour renforcer l'égalité des femmes et des hommes.

**Coût total de la mission : 2.117,03€** dont :

- Transport : 805,1€
- Hébergement et frais sur place : 1.311,93€



En parallèle à la réunion du Réseau des femmes se tenait également au même moment à Rabat, la réunion de la commission des affaires parlementaires à laquelle participait **Mme Nadia EL YOUSFI** en tant que rapporteure.

L'état d'avancement du projet de rapport sur « Les effets de la désinformation dans le milieu parlementaire » a été présenté par Nadia El Yousfi et Geneviève Hébert (Assemblée nationale du Québec). En outre, dans le cadre de ce rapport, Amine Mounir Aloui, représentant du Conseil Economique, Social et Environnemental du Royaume du Maroc a présenté l'avis du Conseil : « Les fake news, de la désinformation à l'accès à une information avérée et disponible ».

Un échange de vues a également eu lieu sur les partenariats entre l'APF et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avec Yamina Doolaur et Bertrand Levant (visioconférence), spécialistes de programme à la Direction des affaires politiques et la gouvernance démocratique de l'OIF.

Les membres de la Commission ont désigné Nadia El Yousfi comme rapporteur d'un nouveau rapport consacré aux développements des législations en faveur de la protection des lanceurs d'alerte.

**Coût total de la mission : 3.445,92€ dont :**

- Transport : 1.793,28€
- Hébergement et frais sur place : 1.662,64€



**Les 6 et 7 février 2023, M. Philippe COURARD** a rencontré à Genève (Suisse) Mme Volovoya, Directrice générale à l'ONU Genève et Mme Andonova, professeure de Relations internationales à l'Institut d'Études des Relations Internationales de Genève, spécialisée dans le multilatéralisme et la géopolitique de l'environnement. Cette mission s'inscrivait dans le cadre du rapport que la Commission politique de l'APF lui a confié et relatif à l'évolution du multilatéralisme comme garant de la paix et de la sécurité entre les peuples.

Le résultat de ces entretiens ont parachevé ce rapport largement documenté aussi par la littérature scientifique et présenté lors de la réunion de la Commission politique à Paris les 19 et 20 avril 2023.



**Coût total de la mission : 2.096,96€** dont :

- Transport : 887,45€
- Hébergement et frais sur place : 1.209,51€

**Du 17 au 18 avril 2023, M. Philippe COURARD** a participé aux travaux du Groupe de travail relatif à la révision des statuts qui s'est réuni au Sénat français à Paris.

Les statuts ont été retenus tels qu'avalisés par le Bureau. Les règlements financier et intérieur ainsi que les mécanismes de vigilance démocratique ont été fortement amendés, de sorte qu'une dernière réunion, prévue à l'automne 2023, devrait suffire pour avaliser les modifications des différents textes.

**Les 19 et 20 avril, M. COURARD** a ensuite suivi, toujours au Sénat français, les travaux de la Commission politique dont il est rapporteur. Sous la présidence de M. Christophe-André Frassa, la Commission a procédé dans un premier temps à un tour de table de l'actualité politique des sections avant d'entendre les comptes rendus des missions de bons offices au Cambodge et au Niger.

Au terme de ceux-ci, la Commission a entendu les exposés de M. Ngabikoumou Wada, rapporteur de la section du Gabon et Mme Léonie Guerlay, directrice par intérim, Affaires politiques et Gouvernance démocratique à l'OIF, relatifs à l'examen des situations politiques dans l'espace francophone. Plusieurs situations inquiétantes ont été soulevées.

Les membres présents ont auditionné M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique et président du Réseau francophone des régulateurs des médias. Un échange de vues essentiellement focalisé sur la lutte contre les fausses informations et les ingérences numériques, a suivi.



Plusieurs rapports ont fait l'objet d'un suivi : la participation au Forum mondial de la démocratie, l'utilisation de la langue française dans les organisations internationales et la lutte contre la peine de mort, compte rendu du Congrès mondial.

M. Courard a présenté les premiers résultats de ses recherches et de son étude sur le rôle du multilatéralisme dans la promotion de la démocratie et d'une paix durable. Après un échange de vues, il s'est engagé à poursuivre cette étude en se concentrant sur l'intérêt du multilatéralisme pour le continent africain et sur la question de l'intégration d'une dimension parlementaire dans le multilatéralisme onusien.

La Commission a également acté la demande de changement de statut de la Géorgie et la demande d'adhésion du parlement ukrainien.

**Coût total de la mission : 2.178,04€** dont :

- Transport : 517,8€
- Hébergement et frais sur place : 1.660,24€

**Les 24 et 25 avril 2023**, la Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires Culturelles (CECAC) s'est réunie à Ottawa, sous la présidence de M. Laurent Wehrli. La section belge était représentée par **M. René COLLIN**, 1<sup>er</sup> Vice-Président de la Commission.

Parmi les sujets développés notons la déclaration relative à la langue française dans un contexte de diversité linguistique, une occasion pour Mme Nivine KHALED, directrice de la langue française et de la diversité des cultures francophones, d'insister sur le mécanisme de suivi assuré par l'Observatoire de la langue française avec cet objectif de faire du français une langue d'opportunité économique, un outil efficace de communication et d'influence sur la scène internationale.



La question de l'apprentissage tout au long de la vie fut également posée par le président de l'Institut de l'UNESCO (UIL), l'un des instituts d'éducation de l'UNESCO et la seule unité organisationnelle de l'ONU dotée d'un mandat mondial visant l'apprentissage tout au long de la vie.

En adoptant une approche globale et intégrée, intersectorielle de l'apprentissage tout au long de la vie comme principe directeur de l'éducation du 21ème siècle, l'UIL encourage et soutient celui-ci en se focalisant sur l'éducation des adultes, la formation continue, l'alphabétisation et l'éducation de base non formelle. Ses actions portent en particulier sur une plus grande égalité face à l'éducation pour les groupes défavorisés et dans les pays les plus affectés par la pauvreté et les conflits.

M. Collin a eu l'opportunité de présenter l'historique de la thématique de l'Éducation citoyenne mondiale et solidaire, les démarches qu'il a entreprises pour aboutir à un projet concret depuis la réunion de Bruxelles en juin 2021. L'apprentissage, par le service, dans le cadre de l'enseignement supérieur fait l'objet d'une grande attention de l'AUF qui a débloqué un budget conséquent (+/- 80.000€) pour faire connaître le sujet suite à la réunion organisée par le Vice-président de la commission, à Bruxelles. Conférence, revues scientifiques et de présentation (guide), mission de recherche, communauté d'apprentissage sont les éléments mis en œuvre pour le développement et l'évolution du projet sur lequel M. Collin reste attentif.

La Commission a également auditionné Mme Cynthia Eid, présidente de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) et Mme Lesley Doell, présidente de la commission de l'Amérique du Nord afin de réfléchir sur la possibilité d'offrir plus d'occasions pour les jeunes d'utiliser le français dans des contextes minoritaires avec notamment l'importance du développement du français oral, d'étudier et d'enseigner en français.

La Commission réserve deux thèmes pour la suite de ses travaux, à savoir la restitution des biens culturels et l'inclusion en milieu scolaire pour les élèves ayant des besoins particuliers.

**Coût total de la mission : 9.561,88€** dont :

- Transport : 8.086,89€
- Hébergement et frais sur place : 1.474,99€

**Les 24 et 25 mai 2023, M. Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN** a participé à la Commission de la Coopération et du Développement réunie à Québec (Canada).

Dans le cadre de l'exposé, par chacune des sections représentées, des situations dans leur Etat ou entité, M. Van Goidsenhoven a souligné que la reprise économique annoncée à la suite de la crise de Covid connaît un certain ralentissement couplé à une montée de l'inflation s'expliquant notamment par la guerre en Ukraine et ses conséquences sur le renchérissement des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.



Après avoir entendu la présentation du rapport portant sur le suivi des changements climatiques et échangé sur le sujet, les commissaires ont adopté une résolution sur la transition énergétique. A cette occasion, M. Gaëtan Van Goidsenhoven a œuvré pour que soit élargi le périmètre des énergies faibles ou neutres en carbone, à l'instar des décisions récentes prises au niveau de l'Union européenne.

Les participants ont reçu la visite de Francis Drouin, Président de l'APF, qui leur a souhaité la bienvenue dans son pays et a fait état des travaux en cours et à venir dans chaque instance de l'assemblée parlementaire de la Francophonie. Il a souligné l'évolution positive des travaux visant à réformer les statuts de l'APF, les statuts ainsi amendés devant être adoptés par l'Assemblée générale de Tbilissi.

Parmi les amendements, attirons l'attention sur la nouvelle appellation de la commission qui deviendra la commission des Affaires économiques, sociales et environnementales. Cet amendement a pour objectif de matérialiser la thématique de l'environnement qui occupe dès à présent une part conséquente de ses travaux.

A la suite de cette intervention, Mme Cécile Martin-Phipps, Directrice de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable ayant son siège à Québec, a expliqué la nécessaire articulation des acteurs œuvrant dans ce champ et la plus-value de son organisation aux côtés de la Banque mondiale notamment. La connaissance des sociétés francophones sur le continent africain est une compétence reconnue de son organisme qui est à cet égard sollicité par la FAO.

M. Van Goidsenhoven a ensuite présenté son rapport sur la sécurité et la souveraineté alimentaire. Celui-ci ayant été approuvé en l'état et à l'unanimité, une proposition de résolution sera proposée lors de la réunion de la commission à Tbilissi.

Les membres de la commission ont également entendu le rapport de suivi sur les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et décidé que la commission serait représentée lors de la conférence sur la souveraineté alimentaire organisée par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Valparaiso (Chili).

De plus, un financement pour l'organisation d'un séminaire en collaboration avec l'Association française pour le développement sur l'approvisionnement et l'assainissement de l'eau à Dakar (Sénégal) a été acté.

Enfin, M. Van Goidsenhoven a soutenu l'idée d'impliquer davantage des représentants du monde de l'entreprise dans les travaux de la commission afin d'entendre leur point de vue sur les questions essentielles qu'elle traite.

Le lendemain des travaux, les membres de la commission ont participé à un colloque intitulé « Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements ? », question essentielle à se poser par les parlements suite à la crise sanitaire et à ses impacts sur nos libertés et le mode de fonctionnement des institutions démocratiques. Une question qui sera également à l'ordre du jour du séminaire de formation pour les agents parlementaires de l'espace francophone qu'organise le PFWB en partenariat avec la Chambre des députés du Luxembourg en septembre 2023.

**Coût total de la mission : 10.533,54€** dont :

- Transport : 8.258,56€
- Hébergement et frais sur place : 2.294,98€

**Les 2 et 3 mai 2023**, le Réseau des jeunes parlementaires de l'APF s'est réuni à L'Université Senghor à Alexandrie (Egypte) sous la présidence de M. Pascal Sawa. La section belge était représentée par **M. Pierre-Yves LUX**, Rapporteur du Réseau.



M. Lux y présenta son rapport intitulé «La démocratie délibérative illustrée par la vague délibérative en Belgique : commissions délibératives et dialogue citoyen ». Purent ainsi être mis en exergue les avantages de la démocratie délibérative que sont une meilleure adhésion de la population, une légitimité accrue des décisions, une plus grande inclusion par le biais du tirage au sort ainsi qu'un rapprochement entre les élus et les citoyens qui travaillent ensemble.

M. Lux s'interrogea cependant sur la façon dont les services des Parlements pourraient, à l'avenir, jouer un rôle dans le processus sans devoir faire appel à des experts extérieurs. Il fit également part de son souhait de consacrer une institutionnalisation des processus de démocratie délibérative afin de les rendre pérennes.

M. Stéphane Vansantvoet, Garant des commissions délibératives au Parlement Bruxellois, intervint par visioconférence afin d'exposer en détails le fonctionnement des six commissions délibératives qui se sont déjà tenues à Bruxelles. Suivi une séance de questions et réponses ainsi qu'un échange d'idées entre les parlementaires.

D'autres thématiques furent abordées durant la réunion telles que l'accès à la parentalité des jeunes femmes et hommes politiques, le Guide de bonnes pratiques à destination des (futurs) jeunes parlementaires, le Cadre stratégique 2023-2027 de l'APF, la restitution des œuvres d'art ainsi que le suivi des résolutions émanant du 9<sup>ème</sup> parlement francophone des jeunes.

**Coût total de la mission : 3.392,19€** dont :

- Transport : 2.694,04€
- Hébergement et frais sur place : 697,79€

**Le mardi 23 mai 2023**, la Délégation permanente dont fait partie **M. Jean-Paul WAHL** s'est réunie en visioconférence pour faire le point sur l'organisation de la session annuelle qui aura lieu en Géorgie et notamment faire choix de la thématique du débat en assemblée générale. Celle-ci sera relative à la mobilité des citoyens dans l'espace francophone.

## Assemblée régionale Europe



La Conférence des présidents s'est réunie à l'Assemblée nationale française sous la présidence du Chargé de mission Europe, **M. Jean-Charles LUPERTO**.

Les 17 sections inscrites aux travaux dont la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles représentée par son Président, **M. Mathieu DAELE**, furent accueillies le 1er juin par Mme Lakrafi Présidente déléguée de la section française pour visiter l'hémicycle, l'Hôtel de Lassay, la galerie des fêtes et le palais Bourbon.

**Le 2 juin 2023**, le Chargé de mission Europe ouvrait les travaux. Après l'allocation de bienvenue prononcée par Mme Lakrafi, le Secrétaire général parlementaire de l'APF, le député français, M. Fuchs informa les président.e.s des sections européennes des prochaines activités de l'APF internationale. Parmi elles, retenons la réunion de l'assemblée générale APF à Tbilissi des 7 et 8 juillet 2023 ainsi que celle du Sommet de la Francophonie à Paris en 2024.

A Tbilissi, l'APF que la Rada ukrainienne intégrera en qualité d'observateur, définira le plan stratégique 2023-2027 après avoir consulté sections et partenaires, l'ensemble de l'écosystème donc en vue de gagner en efficacité et visibilité. Les liens entre objectifs stratégiques et enjeux politiques seront renforcés.

Ainsi, l'APF sera attentive à ce que toute résolution adoptée envisage sa mise en oeuvre en vue de garantir sa résonance auprès des citoyens.

A côté de ce premier enjeu, le 2ème enjeu sera de définir la Francophonie de demain dont le 1er fondement est la langue et le second la Démocratie et sa vision multilatérale du monde. Or, dans l'espace francophone même, la démocratie, cette capacité de vivre ensemble, est contestée. C'est pourquoi il sera essentiel d'identifier et d'enrichir les liens qui définissent l'espace francophone et de partager la volonté de lutter contre la désinformation. La Démocratie n'est possible que si on partage la même vision d'une même réalité. Pour conclure, le Secrétaire général parlementaire de l'APF fait état de la continuité de la coopération interparlementaire.

***A l'ordre du jour, un point d'actualité : la situation des Etats limitrophes de l'Ukraine en guerre.***

- La Moldavie, membre de la Francophonie depuis 1997, subit une guerre hybride menée par la Russie. Ce pays a procédé à des réformes politiques, judiciaires et institutionnelles en vue d'entamer les négociations d'adhésion à l'UE dès l'automne 2023 et ce malgré les crises sécuritaires, économiques, énergétiques qu'elle connaît et la propagande russe qui poursuit l'objectif manifeste de déstabiliser la gouvernance démocratique. La Moldavie qui pour la 1re fois n'utilise plus le gaz russe a besoin du soutien international conclut sa représentante.
- L'Arménie est aussi confrontée à de graves menaces sécuritaires et ce depuis 2020 lorsque l'Azerbaïdjan a lancé une agression contre le Haut-Karabakh, en d'autres termes depuis que la guerre a été utilisée pour régler un différend. Les agressions militaires de 2020, 2021 et 2022 ont de graves conséquences géopolitiques sur la sécurité régionale et globale. Le blocage du corridor de Latchine, en violation de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 et de la décision ayant force légale de la Cour internationale de justice de l'ONU de février 2023 constitue, souligne le Président de la section arménienne, un nettoyage ethnique, le but étant de vider le Haut-Karabagh de sa population arménienne. Depuis 7 mois, 120.000 Arméniens vivent un blocus total, une pénurie aiguë de biens de première nécessité tels les médicaments. Il conclut: " Malgré un contexte international particulièrement compliqué et tendu, les Etats européens ne peuvent se désintéresser d'un conflit qui, tôt ou tard, va impacter leurs valeurs démocratiques, culturelles et leur sécurité."

- En Pologne, la guerre en Ukraine a provoqué un afflux sans précédent de réfugiés et par conséquent des problèmes logistiques dans les écoles, une augmentation drastique des loyers dans les grandes villes. Par ailleurs, l'accès au marché du travail par les Ukrainiens parlant russe ou ukrainien n'est pas réglé. Le sénateur polonais souligne par ailleurs un problème juridique, celui des réfugiés dont le droit du pays d'origine leur reste applicable. Or, en Pologne, les Ukrainiennes n'ont pas accès à l'avortement.
- L'impact en dehors du continent européen, du blocus imposé par la Russie sur les denrées alimentaires est souligné par plusieurs sections. Le mouvement populaire en Mauritanie et l'impasse avec le FMI que connaît l'Egypte sont des exemples évoqués.
- La section hongroise rappelle que 200.000 Hongrois vivent en Ukraine. Le soutien de la Hongrie à son égard est tant financier que matériel.
- Le président de la section suisse évoque avec inquiétude la situation au Kosovo où des attitudes guerrières sont réveillées par la guerre en Ukraine ainsi que les actions menées par son pays en faveur de l'Ukraine.

Ces échanges sur le point d'actualité étant clôturés, la Conférence des présidents s'est penchée sur **la préparation de la 35ème session de l'assemblée régionale Europe** qui sera accueillie à Athènes du 5 au 7 novembre 2023.

Les sections hellénique et belge ont proposé que les débats portent sur " Les conséquences géopolitiques en cours et les nouveaux défis pour l'Europe après la guerre en Ukraine".

"L'Europe", affirmait Jean Monnet " se construirait par les crises et serait la somme des solutions apportées à ces crises". Dès lors, l'ARE réunie en Grèce aura pour but de faire le point sur les perspectives et les enjeux de ce conflit en dressant un état des lieux, en esquissant les conséquences entre autres géopolitiques, en vue d'entrevoir l'avenir du continent européen et d'agir sur l'ordre mondial, la recomposition du monde ainsi que sur la stabilité mondiale. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

**L'actualisation du programme d'actions de coopération** (PAC) de l'APF Région Europe a fait l'objet de propositions et de réflexions partagées. La section française a suggéré de consacrer ce programme à l'organisation de séminaire de formation et d'échanges structuré autour du thème du rapprochement des parlements du voisinage de l'Union européenne avec l'UE et les parlements membres de l'APF dont certains sont membres de l'UE. Ce séminaire comprendrait 4 sessions de 2 jours.

La section belge a quant à elle émit deux propositions : d'une part de mutualiser les frais d'organisation des travaux de la Région Europe et d'autre part de permettre aux sections de faire appel à l'Alliance française Bruxelles-Europe pour suivre une formation en langue française via un programme sur mesure soit en présentiel soit en visioconférence.

Vu la nécessité de poursuivre l'ordre du jour, les discussions sur l'avenir du PAC n'ont pu être clôturées, des auditions étant prévues. Le point sera inscrit à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents qui se réunira à Athènes le 6 novembre avant l'ouverture solennelle de l'ARE.

L'amplification de la diffusion massive de fausses informations portant atteinte à la vie démocratique, à la cohésion sociale et à celle d'un espace linguistique, **le traitement de l'information dans l'espace francophone et la lutte contre les fausses informations** étaient inscrits à l'ordre du jour des travaux de la Conférence des Présidents. Pour développer ce sujet, des auditions furent organisées. M. Yves Bigot, Président de TV5 Monde salua l'arrivée d'un 9ème partenaire et d'un 5ème pays francophone, la Principauté de Monaco qui a créé une nouvelle télévision Monte Carlo Riviera. Avec son arrivée TV5MONDE veut se placer comme le "Netflix de la Francophonie".

La Chaîne est diffusée dans 214 pays et territoires et dans les 197 pays qui sont reconnus par l'ONU. Quant à l'Union de la Presse francophone (UPF) représentée par sa présidente et sa secrétaire générale, Mmes Anne-Cécile Robert et Zara Nazarian, elle constitue un réseau de journalistes, d'éditeurs de la presse écrite et audiovisuelle, réparti dans plus de 100 pays ou régions du monde. Cette OING a parmi ses objectifs la défense et le développement tant de la liberté de la presse que de la langue française. Les débats ont mis en lumière que nul ne peut s'improviser journaliste, c'est et cela doit rester un métier qui exige formation et rigueur ainsi que vérification des faits ! L'occasion de rappeler qu'il s'agit de promouvoir le renforcement des capacités et des coopérations entre les initiatives francophones de lutte contre la désinformation. Les Président.e.s de section ont remercié les représentantes de l'UPF d'avoir exprimé leur disponibilité à collaborer avec l'APF et ont émis le souhait que TV5MONDE couvre la session qui se tiendra à Tbilissi.

A la clôture de cette journée de travail, le Chargé de mission Europe attira l'attention sur les réunions d'ores et déjà fixées à **l'agenda** :

- 5 au 7 novembre 2023 : 35ème session de l'ARE à Athènes

- Fin mai 2024 : Conférence des Présidents à Chisinau
- 11 et 12 novembre 2024 : 36ème session de l'ARE à Pristina
- Printemps 2025 : Conférence des Présidents sur l'île de Jersey

**Coût total de la mission : 3.367,06** dont :

- Transport : 1.497,4€
- Hébergement et frais sur place : 1.897,66€

## **2. Accueil et organisation au PFWB de la Conférence-débat : « Les relations internationales des parlements, la diplomatie parlementaire, une autre voie(x) »**

**Le 15 mars 2023** a été organisée une conférence-débat intitulée « *Les relations internationales des parlements, la diplomatie parlementaire, une autre voie(x)* ».

Plus d'une centaine de participants ont pris part à cette rencontre au cours de laquelle des représentants de la communauté académique et des acteurs de la diplomatie parlementaires ont développé les rôles et les missions des assemblées parlementaires sur la scène internationale.

Outre les membres du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont également intervenus les Professeurs Philippe Poirier de l'Université du Luxembourg et Raoul Delcorde de l'UCLouvain ainsi que Nathalie Roy, Présidente de l'Assemblée nationale du Québec ; Martin Chungong, Secrétaire générale de l'Union interparlementaire ; Bruno Fuchs, Secrétaire général parlementaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Angélique Ngoma, Députée (Gabon), Présidente de la Commission de la coopération et du développement de l'APF ; Sansan Tilkouété Dah, Député (Côte d'Ivoire), Chargé de mission Afrique de l'APF ; Myriam Goinard de la Direction générale des relations extérieures du Parlement européen ; Vincent Laborderie, Chargé de cours à l'UCLouvain et Damien Cesselin, Secrétaire général administratif de l'APF.

Le compte-rendu de la conférence-débat a fait l'objet d'une publication qui est disponible sur le site Internet du Parlement via le lien : <https://www.pfwb.be/publications/autres-publications>.



### **3. Séminaire parlementaire organisé par le Secrétariat général APF**

**Le 15 mai 2023**, Mme **Nadia EL YOUSFI** s'est rendue à Prishtina (Kosovo) pour participer au séminaire parlementaire du Réseau des femmes organisé par l'APF et le Parlement kosovar. Lors de la journée consacrée aux travaux dont le thème général était intitulé « Un Parlement sensible au genre », Mme EL YOUSFI a présenté le Comité d'avis du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'après-midi, elle a eu l'occasion de s'exprimer sur la définition ainsi que sur la mise en pratique d'une assemblée labellisée HeForShe.

**Coût de la mission à charge de la section : 0€**

### **4. Mission de renforcement de la Francophonie organisée par le Secrétariat général APF**

**Les 29 et 30 mars 2023**, une délégation de l'APF présidée par **M. Jean-Charles LUPERTO**, Chargé de mission Europe s'est rendu à Nicosie (Chypre) à l'invitation de la Chambre des représentants chypriote.

La délégation était chargée d'effectuer une mission exploratoire en vue de l'adhésion du Parlement chypriote à l'APF, Chypre ayant déjà le statut d'Etat associé à l'OIF.

La délégation a rencontré la présidente du parlement chypriote, le président de la Commission des affaires étrangères et européennes accompagné de plusieurs de ses membres ainsi que la ministre de l'éducation, de la culture et de la jeunesse qui a annoncé la participation de Chypre aux prochains jeux de la Francophonie à Kinshasa (RDC).

**Coût de la mission à charge de la section : 0€**

## **5. Ordre de la Pléiade**

La Pléiade, Ordre de la Francophonie et du dialogue des cultures, est un ordre à vocation internationale destiné à reconnaître les mérites de personnalités qui se distinguent en servant les idéaux de coopération et d'amitié de la Francophonie.

Le Bureau international de Papeete a validé les candidatures proposées par la section, à savoir Mmes Geneviève DAMAS et Virginie EFIRA, MM. Bruno BERNARD et Thomas GERGELY.

## **6. Journée de la Francophonie édition 2023**

Pour célébrer l'édition 2023 de la journée de la Francophonie et de la langue française, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a pavoisé, du 20 au 23 mars, l'Hôtel de Ligne aux couleurs de la Francophonie et ce en sus de l'organisation de la conférence-débat sur la diplomatie parlementaire du 15 mars.

## **7. Accueil au sein des services du lauréat du Prix Geoffrey Dieudonné 2022**

Les services ont eu le plaisir de rencontrer, ces 7 et 8 juin, M. Ghislain Claude Essabe, Directeur des relations internationales de l'assemblée nationale du Gabon et secrétaire administratif de la section gabonaise. M. Essabe souhaitait entrer en contact avec les collègues de Geoffrey et compléter son stage accompli auprès de l'assemblée du Québec.

**\*\*\***